

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

UGANDA : MUSEVENI MENACE D'INTERVENIR EN RDC

LE député Juvénal Munubo, membre de la commission défense et sécurité de l'Assemblée nationale, a été parmi les premiers à se prononcer sur les propos du président ougandais chez nos confrères de France 24. Il estime que le contexte ne s'y prête pas et rappelle que la Cour internationale de justice a condamné l'Ouganda pour violation de la souveraineté territoriale de la RDC et violation des droits de l'homme entre 1998 et 2003.

AFRIQUE DU SUD : LE COÛT DÉVASTATEUR DES ÉMEUTES

CETTE crise, la plus importante du pays depuis la fin de l'apartheid, a été déclenchée suite à l'incarcération de l'ancien président Jacob Zuma, pour outrage à la justice, et a rapidement pris de l'ampleur, nourrie par la pauvreté et les inégalités. Elle a fait plus de 350 morts. Les émeutes ont également engendré des dégâts majeurs qui ont d'importantes conséquences économiques.

AFGHANISTAN : LE CHEF DE L'ONU ANTONIO GUTERRES CRAINT DES RÉPERCUSSIONS AU SAHEL

POUR Antonio Guterres, l'impact psychologique de la situation en Afghanistan sur les jihadistes au Sahel est réel. « Il y a un vrai danger, dit-il. Des groupes terroristes peuvent se sentir enthousiasmés et avoir des ambitions au-delà de ce qu'ils pensaient (possible) il y a quelques mois. » Le secrétaire général de l'ONU regrette également, de voir des « groupes fanatisés, avec une idéologie où la mort est désirable » affronter des « armées qui se désintègrent »

Guinée-Conakry : le sort de Condé en question !

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)
Libreville/Gabon

DES émissaires de la Cédéao ont été dépêchés en Guinée après le sommet extraordinaire de mercredi et les sanctions a minima, suite au coup d'État militaire du dimanche 5 septembre 2021. La délégation doit rencontrer le nouvel homme fort du pays, le lieutenant-colonel Mamady Doumbouya.

Ainsi, l'avion de la République du Ghana s'est posé hier vers 10h45 heure locale à l'aéroport de Conakry. À son bord, cette mission diplomatique composée notamment des ministres des Affaires étrangères du Ghana, Mme Shirley Ayorko Botchway, Robert Dussey du Togo, Alpha Barry du Burkina Faso, Geoffrey Onyema du Nigeria, également le président de la Commission de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), Jean-Claude Kassi-Brou. Ils ont été accueillis directement, sans déclaration dans un salon VIP par une délégation du CNRD, des proches de Mamady Doumbouya. La presse, sauf la RTG la télévision nationale, a été tenue à l'écart.

Quelques minutes plus tard, un convoi d'une vingtaine de véhicules a quitté l'aéroport sous bonne escorte, direction l'hôtel Riviera, un hôtel de luxe, tout près du QG des forces spéciales, leur base près du palais du Peuple à Conakry. Cette délégation devait en principe, c'est le programme théorique, quitter Conakry en fin d'après-midi.

La priorité de cette délégation, c'est le sort d'Alpha Condé. L'objectif principal, selon un membre de la délégation, c'est de pouvoir le voir, de s'assurer qu'il va bien et de le faire quitter Conakry au plus vite, « dans les jours qui viennent ». Selon cette source, ce n'est pas un pays d'Afrique de l'Ouest qui serait envisagé s'il quittait le territoire, mais ce ne serait pas non plus hors du continent.

Jusqu'ici, le CNRD, la junte n'a pas donné d'indication sur ses intentions concernant Alpha



Le président en exercice de la Cédéao, le chef de l'Etat ghanéen, Nana Akufo-Ado

Condé. Elle n'a pas non plus dévoilé son lieu de détention, mais plusieurs sources renseignées indiquent qu'il se trouverait au QG des forces spéciales. « Alpha Condé est bien traité et voit son médecin régulièrement », répond simplement

un membre du CNRD. Pour ce qui est de la suite politique, des contours de la transition, une autre mission diplomatique de la Cédéao est envisagée dans un second temps.

Cette délégation devra prendre tout le week-end pour échanger

avec tous les acteurs de la scène politique et militaire guinéenne. Et de rendre compte aux chefs d'Etat de la sous-région qui devront se retrouver pour un autre sommet extraordinaire pour tirer au clair la situation dans ce pays.

Le signal fort !



Les militaires ont envoyé un message en libérant des prisonniers politiques

J.O.
Libreville/Gabon

Deux jours après le coup d'État qui a renversé le président guinéen Alpha Condé, les putschistes ont tenu leur promesse en permettant la libération mardi 7

septembre d'un premier groupe de prisonniers politiques. À leur sortie de la prison civile de Conakry, ces figures de l'opposition au président déchu ont été accueillies par des cris de joie. Alors que l'ancien chef de l'État est toujours détenu entre leurs mains, les militaires em-

menés par le colonel Mamady Doumbouya ont envoyé un signal fort pour tourner la page du régime d'Alpha Condé.

Au total, 79 opposants ont quitté la maison centrale de Conakry mardi dernier en fin de journée selon le Front national pour la défense de la Constitution (FNDC), un groupement civique à l'origine des manifestations contre la nouvelle Constitution, laquelle avait permis à Alpha Condé de se présenter et d'être élu pour un troisième mandat en 2020.

Parmi les détenus dont la libération était particulièrement attendue se trouvait également Fonké Menguè. Ce militant, responsable de l'organisation Tournons la page et du Front national pour la défense de la Constitution, avait été arrêté à Conakry en septembre 2020 et avait vu sa santé se dégrader. Il était hospitalisé mardi.

Photo: DR

Photo: DR